

GUERRE GLOBALE CONTRE LE TERRORISME. QUELS OBJECTIFS POUR LES Etats-Unis ?

Mémoire de géopolitique
Du capitaine de frégate Ahmed MEBARKI
Dans le cadre du séminaire de géopolitique «Etats-Unis »

Directeur : Général Vincent DESPORTES ;
avril 2005

-
-
-
-
-
-
-
-
-
-
-
-
-
-
-

Thème : _Guerre globale contre le terrorisme. Quels objectifs pour les Etats-Unis ?

Sommaire :

1Avant – propos.

2 .Introduction.

3 .Première partie : Stratégie et objectifs des USA dans la lutte contre le terrorisme.

3.1 La lutte contre le terrorisme en tant que vecteur de la stratégie des USA.

3.2 Objectifs géopolitiques.

3.3 Objectifs économiques.

3.4 Objectifs militaires.

4 Deuxième partie : Point de situation.

4.1 L'hyper terrorisme. Est-ce une nouveauté ?

4.2 Les répercussions de la politique des USA de lutte contre le terrorisme sur les pays Arabo-Musulmans. Développement du sentiment de haine.

4.3 L'effet boomerang.

5. Conclusions.

6. Bibliographie.

-
-
-
-
-
-
-

-
-
-
-

1. AVANT-PROPOS

-

‘ Une civilisation trouve son équilibre entre le spirituel et le quantitatif, entre la finalité et la causalité’

Malek Bennabi, penseur algérien 1905-1973.

Les faits sont aujourd'hui et pour l'essentiel connus, du moins accessibles pour un large public tant ce sont multipliés depuis vingt ans avec la révolution iranienne et plus encore ces dernières années, les publications de toutes sortes d'articles de presse, études, ouvrages ainsi que des documentaires, colloques et autres séminaires qui traitent de l'islamisme, du terrorisme et du terrorisme islamiste.

La surabondance des sources documentaires sur ces thèmes participe probablement à la prise de conscience de la gravité de la menace, mais n'est nullement significative ni de la fin des

amalgames et des tabous qui l'entourent, ni d'une meilleure compréhension de ses causes, ni d'une quelconque convergence dans sa définition et des politiques à mettre en oeuvre pour y faire face, ni encore moins d'une éradication prochaine de ce fléau.

Le terrorisme restera encore longtemps une réelle menace transnationale et la guerre, pour le combattre, ne fait que commencer.

Dans cette guerre « la leçon algérienne...vaut pour tous les pays et peut aider à une meilleure évaluation de la menace et la définition de réponses adéquates pour y faire face».

Au préalable il est nécessaire de dénoncer les amalgames et le carcan d'une certaine pensée unique (le politiquement correct) et de briser certains tabous.

Au titre d'amalgame, « le syndrome de Barberousse : ou tout Arabe est un pirate (ou un terroriste) et Attila s'appelle Mohamed ». L'Islam n'est pas plus violent ou plus « terrigène » que le Christianisme, le Judaïsme ou le Bouddhisme.

Le terrorisme religieux n'est pas le propre de l'islam ni un phénomène nouveau.

2. INTRODUCTION :

Les événements du 11 septembre 2001 ont déclenché une avalanche de paroles, de discours, d'images qui ont étourdi le monde. Terrorisme et terreur sont devenus sûrement, depuis cette date dramatique, les mots les plus fréquemment employés tant sur la place publique, que dans les conversations de salon. Le 11 septembre s'est imposé partout comme la date symbolique du déclenchement d'une guerre opposant civilisation et barbarie. Plutôt que de tenter de calmer les passions, les fièvres et de contenir le jeu des extrémismes, on a vu l'émergence de littératures diverses et frivoles. Dès lors, faut-il considérer qu'il n'y a plus de langage de fraternité universelle ? Devons-nous également nous résoudre à vivre cette fracture insupportable ?

Pour justifier le bien fondé de cette approche seront étayés les enjeux de la désinformation, suivis de la longue cohabitation des civilisations et enfin l'imminence de la tolérance pour atténuer la fracture civilisationnelle.

La désinformation consiste à informer faussement les individus en donnant une image déformée de la réalité. Chaque camp opposé utilise aujourd'hui les techniques de propagande pour mobiliser ses partisans.

En effet la richesse de la langue peut être exploitée pour servir une campagne de désinformation. Le choix du vocabulaire, l'utilisation d'euphémismes ou d'expressions, exagérément

alarmants sont autant d'outils abondamment utilisés. L'impact de ces mots est renforcé quand ceux –ci sont prononcés par des orateurs perçus par leur auditoire comme des autorités.

Si la théorie proposée par Samuel P. Huntington comporte des points forts, elle doit néanmoins être étudiée sous l'angle d'une théorie élaborée pour servir des intérêts bien définis. La civilisation n'est pas et ne peut pas être l'élément unique utilisé pour réaliser une analyse méthodique et rationnelle de la réalité du monde. Des images et des discours sont passés dans la culture courante de l'homme honnête en s'imposant à lui comme des évidences. Les images faciles et les clichés meurtriers des deux côtés de la prétendue fracture entre les civilisations organisent la puissance des uns et la faiblesse des autres.

Il s'est installé un véritable labyrinthe idéologique : « barbarie » menaçant la civilisation, déclenchement de la guerre entre civilisations, Islam et occident judéo-chrétien ... autant de mots mettant en péril ce qui reste d'esprit critique, d'indépendance dans la façon de voir et de saisir le monde. Le plus frappant, c'est ce regain de clichés religieux, de guerre sainte et de revanches de Dieu sans toutefois dénoncer complètement ces tableaux faciles, les demi vérités, les langages métaphysiques et violents dont sont remplis les médias et certaines œuvres académiques, littéraires ou de divertissement.

Il est grand temps de renverser la symbolique négative du 11 septembre qui devrait clore une époque et ouvrir une meilleure au lieu de s'enfoncer toujours dans les langues de bois et l'irrationnel. Certes, il est impératif de ne pas se laisser terroriser par les terroristes, mais aussi par ceux qui les pourchassent en prétextant faire la police des croyances et des esprits. Les tâches de contre subversion sont à séparer de celles de la réflexion en vue d'un monde meilleur.

3. PREMIERE PARTIE :

Stratégie et objectifs des Etats-Unis dans la lutte contre le terrorisme.

En ce début de XXIème siècle, pour bien comprendre la situation de l'hyper puissance mondiale que sont les Etats-Unis, ce qui conditionne sa vision du monde et partant sa stratégie, il convient de distinguer d'abord, quatre vecteurs tactiques importants avant d'examiner ensuite ses véritables orientations stratégiques.

Le premier vecteur tactique est ancien, c'est l'action en faveur de la démocratie et des droits de l'homme. Les trois autres sont plus récents: le combat contre le trafic de stupéfiants et autres mafias ; la guerre contre le terrorisme ; l'unilatéralisme en politique.

3.1 La lutte contre le terrorisme en tant que partie de la stratégie des Etats-Unis.

La question des droits de l'homme et de la démocratie

La question des droits de l'homme est un vecteur tactique traditionnel de la stratégie des Etats-Unis. Le combat en faveur des droits de l'homme a été instrumentalisé de façon systématique par les Etats-Unis au lendemain de leur défaite au Vietnam, dans la poursuite de leur lutte contre le communisme et l'Union soviétique. Ne pouvant combattre directement les régimes communistes par des moyens militaires et en complément des conflits menés par procuration jusqu'à la fin de la Guerre froide, les Etats-Unis ont aussi placé la lutte sur le terrain des droits de l'homme et de la démocratie. On pourra utilement se souvenir de l'application très sélective de ces principes entre 1975, année de la chute de Saïgon, jusqu'à l'effondrement de l'URSS en 1991. Le combat en faveur de la démocratie tel qu'avancé aujourd'hui par l'Administration Bush en constitue le dernier avatar, dans une version plus globale, réactualisée et adaptée au nouveau contexte géopolitique post-Union soviétique. Bien sur, ceci vaut surtout pour certaines régions jugées stratégiquement prioritaires comme le Moyen-Orient. Lorsque l'on examine par exemple la situation de la démocratie en Amérique latine en Bolivie, au Pérou, en Equateur, en Colombie ou au Venezuela, dans l'arrière cour des Etats-Unis, il apparaît clairement que cette zone n'est plus stratégiquement prioritaire pour ces derniers. Le Brésil et l'Argentine, deux des trois plus gros débiteurs du FMI, concentrent l'essentiel des intérêts politico-économiques de Washington dans la région.

La question de la démocratie et des droits de l'homme en Chine populaire est devenue un axe central dans les relations entre les deux grandes puissances. Cette question a été régulièrement soulevée devant le Congrès à Washington, notamment lors des fameux débats sur l'octroi ou non de la clause de la nation la plus favorisée à partir de la seconde moitié des années 1990.

En mars 2004, les Etats-Unis ont déposé une résolution devant la commission des droits de l'homme des Nations unies à Genève contre les violations chinoises dans ce domaine, alors qu'en 2003, ils n'avaient pas soutenu une telle initiative. Ce revirement illustre assez bien ce qu'est la question de droits de l'homme dans la stratégie des Etats-Unis.

Sur la durée, les Etats-Unis savent que la progression de la démocratie en Chine favorisera inévitablement une montée des revendications, voire une explosion sociale, tant le modèle socio-économique chinois en transition génère tensions et ruptures potentielles, via l'accélération des disparités sociales et régionales. Soutenir la démocratie permet à moyen long terme d'affaiblir la puissance chinoise tout en essayant de l'orienter, sur la durée, vers un système politico-économique, qui ne soit plus une menace pour les Etats-Unis, bien au contraire.

Ces quelques exemples nous rappellent que la pertinence des concepts de diffusion de la démocratie et de respect des droits de l'homme doit être, comme souvent dans les relations internationales, davantage mesurée à l'aune de son utilité dans la stratégie des différents acteurs sur la scène internationale, qu'à celle d'un prétendu message philosophico politique universel. Ce constat s'applique aussi bien à la rivalité entre les Etats-Unis et la Chine qu'aux rapports des ex-puissances coloniales européennes avec leurs anciennes colonies d'Afrique, etc.

Les pays démocratiques sont en fait les seuls à s'imposer cette obligation morale, au moins en théorie, sous peine d'être critiqués par leurs oppositions politiques intérieures. Mais au fond, qu'il s'agisse de considérations de politique intérieure ou extérieure, la question de la démocratie et des droits de l'homme, pour louable qu'elle soit, n'en constitue pas moins, le plus souvent un simple moyen d'exercer des pressions pour affaiblir un adversaire, qui paradoxalement est en situation de force, tant sa marge de manoeuvre domestique est bien supérieure. Ce raisonnement ne concerne bien sur que les pays considérés comme "utiles" par les Etats-Unis.

Du combat en faveur de la démocratie et des droits de l'homme à la lutte contre le trafic de stupéfiants et autres mafias: dynamisation et complémentarités stratégiques spatiales pour les Etats-Unis.

L'échec des pressions états-uniennes dans le cas de la junte birmane fournit une double illustration au plan des droits de l'homme comme sur celui de la lutte contre le trafic de stupéfiants, même si la présidence à venir de l'ASEAN, par la Birmanie en 2006, devrait conduire cette dernière à faire quelques efforts dans ces deux domaines. Ce pays, à la différence de la Chine n'était plus stratégique pour les Etats-Unis, depuis la fin des opérations au Vietnam. La junte putschiste, peu impressionnée, a décidé d'imposer au pays la voie birmane vers une économie de marché tout en transformant le pays en narco - Etat. Cette attitude fut indirectement confortée par les Etats-Unis qui ont considéré qu'ils n'avaient pas les moyens d'infléchir la politique des dirigeants de Rangoon. Vu l'arsenal des mesures de rétorsion dont Washington dispose, ceci tendrait à prouver que les pressions en matière de droits de l'homme, comme dans une certaine mesure l'intensité et les priorités en matière de lutte contre le trafic de stupéfiants et autres mafias, peuvent être décidées au gré des intérêts et des préoccupations des Etats-Unis.

Autre injustice l'Iran : ce pays qui faisait d'énormes efforts, même si l'on ne peut écarter la corruption de certains agents de l'Etat, pour lutter contre le transit des opiacés en provenance d'Afghanistan et du Pakistan en construisant notamment des verrous pour barrer les vallées de communication avec

ces pays et qui perdait chaque année des dizaines d'hommes au cours de combats avec les convois de trafiquants puissamment armés, était dé certifié en 1997. Etrangement ces efforts avaient pourtant été reconnus dans les rapports du Département d'Etat en 1995 et 1996. En tout état de cause, la Turquie voisine, dont des membres des élites militaires et politiques sont très impliqués dans le trafic, bien plus que ceux de l'Iran, aurait du être montrée du doigt. Mais après avoir joué un rôle de base avancée du dispositif américain face à l'URSS, la Turquie jouait depuis la 1^{ère} guerre du golfe en 1991, le rôle de poste avancé du dispositif de contrôle états-unien sur l'Irak, qui bombardait régulièrement les zones d'exclusion aérienne irakiennes, à partir des bases de l'OTAN en Turquie.

Des fonctionnaires de l'administration américaine et des parlementaires interrogés à l'époque par l'Observatoire Géopolitique des drogues n'avaient pas caché que l'unique raison de la dé certification de l'Iran tenait au soutien que ce pays apportait au terrorisme international.

On le voit, le mélange des genres, ne favorise pas toujours la clarté du message des différentes Administrations états-uniennes.

Si l'on quitte l'héroïne pour s'intéresser à la cocaïne notamment en Amérique du sud, on constate que la priorité donnée par les Etats-Unis à l'Amérique latine dans le domaine des drogues répond à deux impératifs : d'abord, il s'agit de la région qui fournit la plus grande partie des substances illicites consommées chez eux ; ensuite, ils la considéraient, au moins jusqu'à une période récente comme leur pré carré. Aujourd'hui, quatre ou cinq pays sont toujours importants pour les Etats-Unis : le binôme Panama Colombie pour des raisons stratégiques ; le Brésil et l'Argentine pour des raisons économiques. Le Venezuela via son pétrole joue sur les deux tableaux. C'est au fond l'Amérique latine utile vu de Washington.

Le Panama, place importante de transit de la drogue avec 25,8 tonnes saisies en 1996 et plus encore pour le blanchiment des dollars du trafic, a bénéficié de la même mansuétude dans la perspective de la remise de la zone du canal aux autorités nationales en 1999.

Ces petits arrangements entre les objectifs légitimes affichés en matière de lutte contre les trafic de stupéfiants et d'autres intérêts plus politiques, fort compréhensibles, mais plus difficilement justifiables, illustrent les incohérences et le mélange des genres entretenu par l'Administration américaine.

L'affaire Montesinos du nom du chef des services de renseignements péruviens et l'éminence grise du régime du président Fujimori démontre que la CIA, sous les deux Administrations, d'abord avec W. Clinton, puis avec George Bush a volontairement vendu des armes aux "terroristes" des FARC pour justifier l'envoi des forces états-uniennes dans le cadre de l'Opération Colombie, lancée en 1999.

Conscients de ces difficultés, les "faucons" de la guerre secrète du Pentagone, ont essayé de faire accepter l'idée de la création de forces militaires "spéciales" des Etats-Unis qui, opérant dans le plus grand secret, s'attaqueraient, par des actions coup de poing au-delà des frontières, aux trafiquants de drogues et aux terroristes. Cet amalgame qui date de la seconde moitié des années 1990 et qui se référait à la situation colombienne, pourrait utilement resurgir ailleurs, en temps opportun. Un premier scénario élaboré en 1998 se situait le long des frontières turques avec l'Irak et l'Iran. Ce projet allait directement à l'encontre du principe de renforcement des Etats face à ces menaces qu'il prétendait vouloir conjurer.

La guerre contre le terrorisme, un nouveau vecteur tactique au service des orientations stratégiques US

La guerre contre le terrorisme, s'est véritablement imposée au grand jour aux Etats-Unis au lendemain du 11 septembre 2001. Pour autant, peut-on dire qu'elle constitue véritablement un nouvel axe prioritaire de la stratégie des Etats-Unis ? C'est moins sur. Il s'agit davantage instrument au service de sa politique internationale, mais aussi au plan intérieur, même si bien sur les menaces existent réellement et sont depuis le 11/9 considérées à leur juste valeur.

Peu d'observateurs s'étaient étonnés jusqu'à présent de la faiblesse de la réaction des Etats-Unis au premier attentat contre le WTC en 1993, aux attentats, perpétrés et revendiqués par Al Qaida, sur leurs ambassades de Nairobi et Dar el Salam, en août 1998. L'agression contre les Etats-Unis était déjà semble-t-il caractérisée. En réponse, l'Administration Clinton s'est pourtant contentée, si l'on peut dire, de faire tirer une soixantaine de missiles Cruise sur des camps d'entraînement d'Al Qaida, qui auraient été préalablement désertés. Idem pour l'attentat contre l'USS Cole dans le golfe d'Aden en 2000, resté lui sans riposte officielle de la part de l'équipe Bush. Si l'on considère tous ces évènements, il faut bien admettre que la lutte contre le terrorisme a été mal évaluée et surtout insuffisamment traitée par les autorités états-uniennes de 1993 au 11/9/2001.

Depuis, la menace terroriste est omniprésente et surmédiatisée par les néo-conservateurs. Elle est devenue un moyen pour l'Administration Bush de justifier sa politique au plan intérieur et de favoriser les intérêts stratégiques des Etats-Unis au plan international. Cette manipulation est patente s'agissant des liens supposés entre Al Qaida et le régime de Saddam Hussein. Cette contre-vérité martelée sans relâche par l'Administration Bush, pour justifier les préparatifs de l'invasion de l'Irak à partir d'octobre 2002, n'a pas été sans effet dans le soutien de l'opinion publique états-unienne à l'intervention militaire. Aujourd'hui encore, un sondage réalisé en mars 2004 aux Etats-Unis indique que pour 66 % de la population, il existe bien des liens entre les auteurs des attentats du 11/9 et Saddam Hussein.

Toujours au chapitre de la lutte anti-terroriste coté riposte, on peut aussi s'étonner de la hiérarchie des priorités de l'Administration Bush et des moyens donnés à chacune d'elles, en Afghanistan et en Irak.

La confusion des genres dans la chronologie des priorités et la légitimité des actions tout comme dans la disproportion des moyens utilisés pour capturer Oussama Ben Laden et Saddam Hussein posent question. La similitude dans les méthodes utilisées au plan de la sous-traitance, pachtounes contre Ben Laden, kurdes irakiens contre Saddam, avec des opérations qui s'achèvent pourtant par des résultats opposés, laissent la place à certaines interrogations majeures : Oussama Ben Laden n'a-t-il pas été au fond délaissé et donc "de facto" ménagé, au moins temporairement par l'administration Bush, au profit d'un ennemi plus intéressant et d'intérêts stratégiques plus conséquents en Irak ? Certains néo conservateurs dans l'entourage du président Bush n'ont-ils pas préféré laisser courir Ben Laden, qui devenait ainsi le symbole et la justification durable de la guerre contre le terrorisme tout en leur permettant d'établir un lien invérifiable avec Saddam Hussein, à la base de l'intervention en Irak ?

En d'autres termes, la justice post 11/9 n'a-t-elle pas été délibérément placée au second plan, au moins temporairement, pour asseoir et renforcer la crédibilité d'un agenda des priorités plus conformes aux intérêts des stratèges civils du Pentagone ? Subsidièrement, cela pourrait aussi indiquer que les Etats-Unis, malgré leur formidable puissance militaire, n'ont peut être pas tous les moyens requis pour gérer simultanément deux conflits militaires de forte intensité. La faiblesse des moyens US déployés en Afghanistan, qui seront du reste rapidement appuyés au sol par les forces de l'OTAN, comparée aux 150.000 hommes et aux 4 porte-avions avec leur flotte de combat déployés sur le théâtre irakien confirme que la traque d'Oussama Ben Laden n'a jamais été véritablement une priorité dans l'esprit des Faucons de Washington, davantage intéressés par les intérêts géostratégiques états-uniens en Irak. La lutte contre le terrorisme a enfin une dernière caractéristique et non des moindres. : Son aspect fédérateur qui place la quasi totalité des Etats de la planète en ordre de marche derrière les Etats-Unis, même si les degrés de ralliement sont parfois discrets pour

ne pas choquer les opinions publiques.

Tout manquement coupable d'un Etat ou toute dissimulation serait évidemment durement sanctionné.

Si les approches multilatérales en matière de lutte et de coopération contre le terrorisme sont les bienvenues, il n'en va pas de même dans de relations internationales pour les néo conservateurs.

Conclusion provisoire

Qu'il s'agisse de la démocratie et des droits de l'homme, de la lutte contre le trafic de stupéfiants ou de la lutte contre le terrorisme, ces nobles causes fournissent finalement aux Etats-Unis des moyens de pression et des vecteurs d'approche bien commodes sur un certain nombre d'Etats, pour promouvoir au passage leurs intérêts plus personnels. Ces justes causes permettent aussi aux Etats-Unis de centraliser et d'utiliser énormément d'informations en provenance des pays amis. En diversifiant les motifs de leurs interventions généreuses, les Etats-Unis prennent directement position dans un nombre toujours plus important de pays et de régions du monde. D'un point de vue géopolitique, la lutte contre le trafic de stupéfiants et/ou contre le terrorisme recoupe pour partie des aires géographiques sensibles, qu'il s'agisse du triangle d'or limitrophe de la Chine ou du croissant d'or, aux confins de l'Afrique du Moyen-Orient et de l'Asie centrale. Ces deux régions sont situées sur le pourtour du limes eurasiatique, elles sont donc par essence géostratégiques. Quant à la coca sud-américaine, elle s'étend de la Bolivie à la Colombie, là où commence l'Amazonie, une zone qui justifie sa propre logique stratégique en termes de biodiversité, de ressources en eau et de matières premières énergétiques. Ces immenses ressources naturelles, bois, pétrole, gaz, or, minerais de fer, bauxite, etc., ne peuvent laisser indifférents les Etats-Unis.

On l'aura compris, sous couvert de lutte anti-terroriste, les Etats-Unis se sont durablement installés en Amérique latine, en Afrique, et au Moyen-Orient, en plus de leurs positions antérieures en Europe et en Asie. En Asie du sud-est et notamment pour ce qui concerne l'Indonésie, qui jouxte le détroit stratégique de Malacca par où transite une part très importante du commerce maritime mondial et notamment plus de 25 % de la production mondiale de pétrole, qui vient du Moyen-Orient et navigue à destination du Japon et de la cote ouest des Etats-Unis

L'unilatéralisme états-unien, un vecteur tactique récent mais durable

Cet élément est désormais fort utile car il fournit une grille de lecture pertinente pour décrypter notamment la politique étrangère des Etats-Unis. Les Etats-Unis et non les seuls néo conservateurs, estiment qu'ils incarnent des valeurs universelles, qu'ils ont les moyens et le devoir d'exporter. Partant de ce postulat, tous ceux qui s'opposent à eux, ne s'opposent plus seulement à l'intérêt national des Etats-Unis mais à ces valeurs universelles. L'étape suivante au plan de la rhétorique a pris tout son sens avec les néo conservateurs et leur manichéisme basic consistant à proclamer que ceux qui n'étaient pas avec eux étaient contre eux. Cette formulation aux relents bibliques n'est au fond que le prolongement du combat du bien contre le mal, dans lequel les néo conservateurs prétendent assumer le leadership. Les objectifs ont du reste été clairement définis dans "l'axe du mal". Ce dernier impose que chacun se positionne, pour ou contre et refuse toute possibilité de nuance. Pourtant le choix même des trois pays figurants sur l'axe du mal méritait d'être discuté. Pourquoi l'Irak, l'Iran et la Corée du nord, alors que le Pakistan qui a permis le développement des programmes nucléaires iraniens et coréens n'étaient même pas évoqués ? L'un des grands avantages de l'unilatéralisme pour l'hyper puissance US, c'est précisément de pouvoir à la fois tenter d'imposer leurs vues politiques sans avoir à subir celles des autres, sauf quand elles sont conformes à leurs propres intérêts.

Au plan théorique, l'unilatéralisme US s'appuie aussi sur un constat selon lequel, le droit international ou les organisations internationales chargés de le définir et de le faire appliquer ne sont pas (ou n'ont plus) les moyens de mettre en oeuvre des règles collectives planétaires acceptables par les Etats-Unis. Ces organisations internationales sont devenues des freins à la libre action des Etats-Unis. L'élargissement à venir du nombre de pays membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, quels que soient les élus, ne fait que renforcer cette idée, même si cet élargissement devrait s'inscrire dans le cadre d'une réforme plus vaste de l'institution onusienne, ou le principal contributeur financier que sont les Etats-Unis aura son mot à dire. Il convient de noter ici que ces organisations, de type ONU, CPI, ou les Etats-Unis risquent de voir leur hyper puissance non pas directement menacée mais accusée, discutée, remise en cause et parfois mise en minorité, comme sur l'Irak, sont à distinguer soigneusement des enceintes internationales à vocation plus clairement économique. Dans ces dernières règne un multilatéralisme de façade.

La puissance des Etats-Unis, fondée notamment sur le consensus libéral qui unit la plupart des grandes nations industrielles, n'y est pas contestée, pas plus que son leadership basé sur cette puissance économique financière, qu'il s'agisse du FMI, de la Banque mondiale ou de toute autre instance internationale, y compris dans les organisations régionales à caractère économique et commercial. C'est en quelque sorte le corollaire du sacro-saint libéralisme, même si l'on sait que les Etats-Unis peuvent opportunément remettre en cause ce principe lorsqu'il s'agit de leur intérêt national, comme en matière de subventions à l'exportation déguisées sous forme d'abattements fiscaux, ou de surtaxes protectionnistes pures et dures comme sur l'acier en 2003. L'OMC constitue à cet égard, un simple contre-exemple théorique aux principes qui précèdent. Les Etats-Unis en ont besoin pour étendre et asseoir le champ d'influence du libéralisme planétaire. Ils peuvent donc accepter de payer d'hypothétiques sanctions économiques en cas de non respect de ces principes, qui globalement leur permettent d'étendre chaque jour un peu plus leur domination économique.

Cette dernière, pourtant affaiblie par des déficits records, une guerre et une monnaie instrumentalisée à la baisse, ne semble pas devoir être remise en cause par les usages actuels du capitalisme mondialisé, qui consacrent et renforcent chaque jour l'interdépendance des marchés. Corollairement et même si c'est paradoxal, cette "logique" consolide le leadership états-unien alors même qu'il devrait être davantage affaibli. Mais dès lors que les marchés financiers, apatrides par nature, persistent à considérer que la croissance ne peut venir que des Etats-Unis et agissent en conséquence, ces derniers auraient tort de ne pas en profiter, même si à terme, cela risque d'être très périlleux pour tout le monde.

Mais c'est surtout au plan politique que cette vision tactique unilatéraliste s'est bien sur notablement développée depuis l'effondrement de l'URSS. L'unilatéralisme en politique n'est pas né avec George W. Bush. C'est sous Bill Clinton que les grands textes internationaux, de la convention de Kyoto à la Cour pénale internationale en passant par le traité d'interdiction totale des essais nucléaires ou celui sur les mines anti-personnelles ont été rejetés par les Etats-Unis. L'unilatéralisme états-unien ne devrait donc pas disparaître avec George W. Bush.

3.2 Objectifs géopolitiques

Dès son arrivée à la maison Blanche, l'administration Bush s'est préparée à une guerre en Irak, avant même les événements du 11 septembre aux Etats-Unis. Ces faits ont été récemment décrits avec précision par Richard Clarke, l'ancien patron de la lutte anti-terrorisme de la Maison Blanche, sous Bill Clinton, puis sous George W. Bush. Dans son livre paru aux Etats-Unis Clarke accuse George W. Bush et ses principaux conseillers d'avoir ignoré les signes avant-coureurs des attentats et d'avoir privilégié la guerre contre l'Irak au lieu de jeter toutes leurs forces contre Oussama Ben Laden

Au lendemain des attentats du 11/9, Donald Rumsfeld aurait déclaré qu'il n'y avait rien à bombarder en Afghanistan, signifiant par là que la machine de guerre états-unienne serait plus utile ailleurs. C'est ce qui fut fait avec l'Irak. Quant aux opérations en Afghanistan et outre la mise au pas du régime des Talibans, elles avaient pleinement justifiées leur raison d'être en permettant aux Etats-Unis d'effectuer une percée stratégique majeure, en obtenant, sans la moindre contestation, le droit d'établir des bases aériennes militaires en Ouzbékistan et au Kirghizistan.

Les deux autres axes stratégiques, plus anciens et plus conventionnels, consistaient à occuper l'espace laissé vacant par l'effondrement de l'URSS et à contrôler la montée en puissance de la Chine, seul et unique pays capable à terme de menacer leur hégémonie.

Les nouveaux pays faisant partie de l'OTAN font assaut d'amabilité pour accueillir les futures bases avancées états-uniennes en Europe de l'est. De même pour les pays baltes, même s'il s'agit là d'ex-républiques de l'URSS. La présence des Etats-Unis à trois minutes de vol de Saint Pétersbourg, pour un avion de chasse, constitue une menace directe pour Moscou, qui devrait se battre bec et ongle pour repousser ce projet moins stratégique qu'il y paraît pour les Etats-Unis. Ces derniers devraient pouvoir obtenir de Moscou d'autres avantages en contrepartie de ce renoncement total ou partiel non essentiel pour eux, mais vital pour la Russie. Des compensations pourraient être données sous forme d'accords au plan énergétique et/ou géostratégique.

L'Iran est appelé à jouer un rôle majeur au Moyen-Orient, dans l'équation des néo conservateurs. Le futur Moyen-Orient dans l'esprit de ces derniers semble conduire vers la disparition des puissances arabes en tant qu'Etats forts et l'intronisation d'Israël, de la Turquie et de l'Iran, trois Etats non arabes comme puissances régionales de premier plan. L'axe Tel Aviv-Ankara est déjà opérationnel. Il ne reste plus qu'à réintégrer Téhéran, dans le jeu régional. Quant aux Etats arabes, il semble que leur avenir dans les plans des néo conservateurs, doivent se terminer, sans état d'âme et faute de solutions permettant de maintenir les frontières actuelles, par un éclatement en micro-Etats constitués sur une base communautariste, notamment au Liban et en Syrie et peut-être même en Irak. La question d'un Kurdistan indépendant pose bien sur un problème à la Turquie, mais pas pour tout le monde

Les Etats-Unis en repositionnant donc leur QG stratégique régional au Qatar, qui recèle accessoirement 10 % des réserves mondiales de gaz, dont ils sont aussi de très gros consommateurs avec plus de 26 % de la consommation mondiale, confortaient plus durablement leur assise politico stratégique régionale. La pétromonarchie qatarie à l'instar de celle du Koweït n'aspirent qu'à jouir de leur prospérité à l'ombre du parapluie militaire US. Idem pour Bahreïn qui abrite le quartier général de la Vème flotte US. La doctrine fondamentaliste wahabite y étant peu ou pas développée, ces trois Etats constituent des points d'appui durables à la présence régionale US, notamment dans la perspective de la guerre contre l'Irak mais aussi au delà. Les Etats-Unis se sont d'ores et déjà durablement installés sur les rives du golfe arabo-persique.

Au delà du Grand Moyen Orient : l'intervention en Irak, la lutte contre le terrorisme, le Maghreb et l'Afrique

La guerre en Irak a aussi permis de finaliser la normalisation des relations entre les Etats-Unis et le Soudan, qui tourne ainsi définitivement la page des soutiens logistiques passés à Al Qaida, ouvrant une nouvelle ère de coopération renforcée, centrée notamment sur le pétrole soudanais. L'Afrique grande oubliée dans l'immédiate après-guerre froide, redevient stratégique, pour certaines régions du moins, qu'il s'agisse des ressources énergétiques du golfe de Guinée ou de la lutte anti-terroriste au Maghreb, dans la bande sahélo- soudanienne ou dans la corne de l'Afrique, c'est à dire l'Afrique

pétro -gazière et l'Afrique musulmane.

Dans la corne de l'Afrique, le dispositif militaro -diplomatique US s'est avantageusement complété fin 2002, sur fond de lutte anti-terroriste. Les Etats-Unis contrôlent l'axe stratégique du canal de Suez.

En mer Rouge, en 2003, Donald Rumsfeld a noué des pourparlers avec l'Erythrée et l'Ethiopie, concernant un projet de pré- positionnement US à l'étude sur ces pays. Ceci confirme que les Etats-Unis au nom de la guerre contre le terrorisme cherchent à occuper l'espace dans la corne de l'Afrique, comme ils le font aussi en Afrique de l'ouest.

3.3 Objectifs économiques

L'obsession irakienne des néo conservateurs permet précisément de mettre en lumière les trois éléments déterminants pour la sécurité actuelle et à venir des Etats-Unis. Ces trois éléments constituent les véritables axes stratégiques des néo conservateurs, à la différence des vecteurs tactiques développés jusqu'à présent. Les néo conservateurs ont dès leur arrivée fixé leurs priorités stratégiques. Il leur fallait premièrement s'attaquer rapidement au problème de la dépendance croissante des Etats-Unis en matière d'hydrocarbures, qui commençait déjà à se confirmer lors du deuxième mandat Clinton, à un moment où la demande mondiale devenait durablement de plus en plus forte, en particulier de la Chine. Corollairement, on peut considérer que les Etats-Unis, au delà des hydrocarbures se préoccupent déjà plus généralement de leur autonomie sur un ensemble de matières premières stratégiques. La question énergétique comme celle des matières premières s'inscrit du reste en filigrane dans les relations à développer avec la Russie, comme avec la Chine.

On pourrait bien sur trouver d'autres orientations stratégiques notamment au plan économique avec la généralisation des privatisations et l'ouverture des marchés au libéralisme, ou le maintien de la suprématie états-unienne dans le domaine spatial, etc. Mais au plan géostratégique une vision plus globale, commande aux Etats-Unis de renforcer leur présence sur tout le pourtour du limes eurasiatique et notamment au Moyen-Orient. Au plan géopolitique et depuis l'effondrement de l'URSS en 1991, dans cette logique de renforcement de leurs positions sur le pourtour du limes eurasiatique, les Etats-Unis ont réussi à pousser leurs pions en Europe de l'est, dans le Caucase et en Asie centrale.

Ce pourrait être dans le Caucase, où les Etats-Unis ont déjà pris pied en Géorgie, notamment pour asseoir leur contrôle sur la sécurité des acheminements pétroliers de la Caspienne que des efforts seraient consentis. En effet, la Géorgie est frontalière de l'Azerbaïdjan, qui depuis son indépendance en 1991, ne veut plus dépendre de Moscou pour exporter son pétrole de la Caspienne. Par conséquent, depuis 1997, l'Azerbaïdjan utilise l'oléoduc Bakou-Soupsa qui transite par la Géorgie. A terme, c'est un oléoduc entre Bakou, Tbilissi et Ceyhan, (BTC) qui exportera le pétrole azéri (l'oléoduc devrait être opérationnel en 2005). Un gazoduc est également prévu pour 2007 entre Bakou et Erzurum en Turquie via la Géorgie, pour exporter le gaz du Turkménistan. Ces projets d'infrastructures sont la clé de voûte de la politique américaine dans la région, dans le but de pouvoir accéder aux hydrocarbures de la Caspienne et d'en contrôler l'acheminement. Dans ces conditions, il est possible que les Etats-Unis, profitent de leur présence en Géorgie, à proximité des gorges de Pankissi, qui constituent un accès naturel direct à la Tchétchénie, pour initier, au moment opportun sur leur agenda, l'amorce d'une concrétisation du partenariat OTAN Russie, même si les Etats-Unis ne sont peut-être pas mécontents de voir l'armée russe durablement embourbée dans le Caucase.

Que ce soit en solo, via l'OTAN, ou par procuration, via le nouveau pouvoir en place à Tbilissi qui

ne demande pas mieux, les mouvements tchéchènes considérés comme terroristes et figurant sur la liste noire de Washington, pourraient un jour faire les frais de tractations russo-américaines. Pour les Etats-Unis, la Géorgie constitue à l'évidence une carte maîtresse, dans la partie engagée avec la Russie. La part importante des réserves d'hydrocarbures russes par rapport aux réserves mondiales (5,6 % pour le pétrole et 30,5 % pour le gaz) devrait conduire Washington, sur la durée, à utiliser davantage la carotte que le bâton à l'égard de Moscou. De leur côté, les Russes ont besoin des investissements occidentaux pour optimiser l'exploitation de leurs importantes ressources naturelles, notamment au plan des hydrocarbures.

Comme le Caucase, l'Asie centrale devrait bientôt prendre encore plus d'importance dans la stratégie US. Cette région constitue le prolongement de ce rapport de force russo-américain sur fond politico-énergétique à ceci prêt qu'il intègre en plus, un autre axe stratégique pour les Etats-Unis, lié à la proximité de la Chine et aux gisements d'hydrocarbures situés au Turkménistan et au Kazakhstan. Les Etats-Unis pourraient s'intéresser à ces gisements peut-être pas tant pour eux-mêmes, que pour en priver la Chine.

En Asie centrale et sur fond de lutte contre le terrorisme et d'intervention en Afghanistan, les Etats-Unis ont réussi à se positionner en Ouzbékistan et au Kirghizistan, Etat frontalier de la Chine. La présence des Etats-Unis en Ouzbékistan renforce aussi leur emprise sur la Caspienne à l'ouest.

Les orientations stratégiques US eurasiatiques : un rapport direct avec l'Irak et réciproquement

Pour ce qui concerne le lien entre la stratégie US et la guerre en Irak, la question peut se poser à différents niveaux d'analyse spatiale : d'abord au plan Moyen-oriental, ensuite au plan eurasiatique. Elle peut aussi se lire de façon transversale en examinant les retombées possibles de cette intervention en Irak sur quelques questions majeures comme celles de la prolifération nucléaire, de la distribution mondiale des ressources énergétiques, de l'alliance stratégique Israël/Etats-Unis sur fond de conflit israélo-palestinien, ou celle du remodelage géopolitique annoncé du Moyen-Orient, quelles que soient les raisons avancées pour le justifier.

Il était important pour les Etats-Unis de compléter leurs avancées géostratégiques en Europe de l'est, dans le Caucase et en Asie centrale par un renforcement de leur présence au Moyen-Orient. Cette région du monde est à la fois vitale pour le devenir énergétique de la planète au plan des hydrocarbures, mais elle l'est aussi au plan géostratégique, adossée à l'Afrique et située aux confins de l'Europe et de l'Asie, dans une zone de tensions persistantes du fait du conflit israélo-palestinien.

3.4 Objectifs militaires

Les initiateurs du projet d'invasion de l'Irak

L'un des "stratèges" à l'origine de cette proposition est sans conteste Paul Wolfowitz. Pour lui, il y avait deux raisons essentielles de mettre fin au régime de Saddam Hussein. D'abord, le président Irakien n'avait jamais cessé d'être dangereux pour ses voisins, pour toute la région et, par conséquent, pour le monde entier. Depuis la guerre du Golfe, en 1991, il n'avait pas renoncé à conserver ou à fabriquer de nouveau des armes terrifiantes, sur lesquelles il comptait pour prendre sa revanche. Il s'en est suivi cette histoire de liaison avec OBL .

L'idée était qu'ensuite, une fois Saddam chassé du pouvoir, il serait possible que se construise, en Irak, une société démocratique, qui donnerait envie aux autres peuples arabes et musulmans

d'emprunter la même voie. L'un des problèmes politiques en démocratie, c'est qu'il est très difficile de combattre une idée a priori généreuse, fut-elle sans aucun doute idéaliste voire dangereuse, et surtout non dénuée d'arrière pensées beaucoup moins avouables auprès de l'opinion publique. Il semble que de ce point de vue, les militaires du Pentagone n'étaient pas favorables au projet irakien, en tout cas pas dans la forme qu'il a pris. Idem pour les différentes agences de renseignement US et le Département d'Etat.

Cette guerre a donc été principalement initiée et pensée par les civils du Pentagone et relayée par l'ex conseillère à la sécurité nationale du président Bush, Condoleezza Rice, ancienne cadre dirigeante du groupe pétrolier Chevron Texaco. Cette dernière, davantage préoccupée par les programmes de défense que par la lutte anti-terroriste, s'était distinguée, début 2003, en répondant benoîtement, lors d'une conférence de presse à un journaliste qui s'inquiétait de la perspective d'une guerre en Irak, qu'il fallait bien que les Etats-Unis profitent de leur supériorité, sinon à quoi cela pouvait-il bien servir d'être la première puissance dans le monde. Ce sont ces conseillers civils du Pentagone et de la Maison Blanche, qui, soutenus par quelques faucons dans l'Administration et appuyés par un certain nombre de think tanks néo conservateurs ont décidé de la guerre en Irak.

L'impréparation logistique et les erreurs d'appréciation stratégique sur le terrain irakien, s'agissant notamment de la réaction des populations et de l'anarchie qu'elle a générée, peut expliquer ce fiasco imputable à des civils, qui semblent avoir largement sous-estimé l'ampleur et la complexité de la tâche, et donc les moyens nécessaires pour la mener à bien.

En 1988, la société US Bechtel, après le bombardement de la localité kurde d'Halabja par des armes chimiques au mois de mars, remporte le contrat de construction d'une importante usine chimique dans la banlieue de Bagdad, destinée à des fins aussi bien civiles que militaires. A l'époque, deux études du Pentagone attribuaient étrangement ce bombardement à l'Iran. La construction de l'usine a été interrompue par l'invasion du Koweït par l'Irak.

Quant aux ventes d'armes, au moins vingt pays ont été accusés d'avoir aidé l'Irak, avant la guerre du Golfe de 1991, à acquérir les technologies nécessaires à la réalisation de différents programmes d'armement, dont un concernant la mise au point d'armes chimiques. Même la Suisse a participé au programme d'armement de l'Irak. En décembre 2002, le gouvernement irakien a remis aux Nations unies un dossier de 12.000 pages dans lequel il citait diverses entreprises britanniques, françaises, russes, américaines et chinoises qui lui ont fourni des technologies militaires. D'après ce dossier irakien, 17 entreprises britanniques et 24 sociétés américaines ont vendu des armes à l'Irak ainsi que des technologies pour des armes nucléaires et des fusées. En outre, selon le même dossier, environ "50 filiales d'entreprises étrangères ont mené leurs transactions portant sur la fourniture d'armes à l'Irak depuis le territoire des États-Unis".

Au moment de la guerre du Golfe en 1990, Paul Wolfowitz était de retour au Pentagone comme sous-secrétaire d'Etat, chargé de l'élaboration des politiques. George Bush, père du président actuel, était à la Maison Blanche, et le ministre de la défense s'appelait Dick Richard Cheney, devenu vice-président auprès de George W. Bush. Chargé de la planification, Wolfowitz a préparé l'opération "Tempête du désert" et assuré son financement en présentant aux alliés une facture de 50 milliards de dollars pour les services des forces américaines. Il a contribué, aussi, à convaincre les Israéliens de ne pas entrer en guerre, malgré les Scuds tirés sur Israël par l'Irak, afin de ne pas heurter les partenaires arabes de la coalition. En plus des factures, il y a lieu de souligner la transformation des zones comme l'Afghanistan et l'Irak en polygones d'essais pour les nouvelles et autres SIC.

Le partenariat stratégique Washington -Tel Aviv : un partenariat traditionnel ancien désormais renforcé au sein du courant néo conservateur

L'obsession irakienne de l'Administration Bush possède en fait de très nombreux avantages stratégiques, a fortiori si l'on se place dans cette logique de partenariat américano-israélien au Moyen-Orient. Si les Etats-Unis ont une "relation spéciale" largement commentée avec la Grande-Bretagne, ils en ont une autre avec Israël. Ce partenariat stratégique israélo-américain est déterminant dans la lecture qu'il convient de faire de la guerre en Irak et sur le New Deal moyen-oriental à l'oeuvre sous la houlette des néo-conservateurs.

Vu sous ce double aspect, l'invasion de l'Irak prend tout son sens et dépasse très largement la supposée mainmise des Etats-Unis sur le pétrole irakien, qui est accessoire..

Avant d'examiner le remodelage possible sur le terrain en faveur d'Israël, il convient de revenir sur le rapprochement qui s'est établi entre une partie de l'entourage néo-conservateurs de George Bush et la droite radicale sioniste aux Etats-Unis et en Israël.

Les bénéfices stratégiques collatéraux au plan régional pour l'alliance Etats-Unis/Israël, via la guerre en Irak

L'une des raisons évoquée pour justifier l'action entreprise en Irak reposait sur le constat partagé à Londres et Washington (comme à Tel Aviv), que le statu quo qui perdurait depuis plusieurs décennies au Moyen-Orient n'était plus supportable pour les deux alliés, qui avaient chacun leurs propres analyses mais qui convergeaient sur cette conclusion.

L'un des objectifs les plus immédiats de l'invasion de l'Irak au plan régional devrait donc être d'offrir un environnement international proche moins menaçant pour Israël mais aussi d'une certaine façon plus favorable à Israël dans la perspective non avouable, vu les risques collatéraux, d'un règlement définitif du conflit israélo-palestinien, qui viendrait alors conclure et stabiliser ce remodelage du Proche-Orient, version néo-conservateurs. Cette stratégie est aussi intéressante et audacieuse qu'elle est risquée.

Si l'on s'en tient au partenariat Washington-Tel Aviv, la crise irakienne constitue en théorie, comme provisoirement dans les faits, une avancée stratégique majeure.

Avec le départ forcé de Saddam Hussein et l'occupation de l'Irak, c'est la disparition de l'un des régimes pivot de toutes les coalitions arabes anti-Israël, et c'est aussi l'anéantissement de l'un des plus importants potentiels militaires arabes, au moins théorique, qui se confirme. C'est aussi la disparition d'un leader encore emblématique pour une partie de la rue arabe. C'est aussi la fin de l'un des plus farouches opposants d'Israël au plan régional.

4. POINT DE SITUATION

4.1 L'hyper terrorisme. Est-ce une nouveauté ?

Si en pratique le terrorisme a pour cible principale le civil, ce phénomène découle en fait de l'évolution générale des structures politiques et de l'apparition des medias de masse. Les médias modernes, qui constituent une composante essentielle de la démocratie libérale, font apparition au même moment. Or, par définition, la légitimité politique d'une démocratie et de ses élus repose sur ses citoyens. Cela explique pourquoi l'arme du terrorisme est employée plus efficacement contre les pays démocratiques que contre les dictatures. Ce n'est pas tant, comme on a tendance à le penser, que les dictatures soient plus efficaces à trouver et à punir les terroristes, mais que la portée d'un attentat n'est pas la même. Il n'est donc pas faux d'établir que le terrorisme moderne est en partie une conséquence de la démocratie.

Pour autant, cela ne veut pas dire que le phénomène du terrorisme soit nécessairement lié à la démocratie, l'usage de la terreur étant beaucoup plus ancien que l'apparition de l'Etat démocratique moderne.

Le mouvement terroriste interjette dans sa politique un fort courant moral et une stratégie du faible au fort qui table essentiellement sur les effets psychologiques infligés à l'adversaire. C'est le cas des attentats du 11 septembre 2001 à New York.

Ce que l'on comprend aujourd'hui par terrorisme constitue ce que les spécialistes nomment le terrorisme 'd'en bas'. Or le terrorisme 'd'en haut', c'est-à-dire pratiqué par l'état l'emporte au cours de l'histoire, car ayant fait plus de dégâts. La terreur, qu'elle vienne d'en haut ou d'en bas, épouse les mêmes principes stratégiques : faire plier la volonté de l'adversaire en affectant sa capacité de résistance.

Le terrorisme d'un Etat se manifeste à travers la doctrine militaire de ses armées. La doctrine des « bombardements stratégiques » développée en Occident durant les années 30 par exemple était fondée exclusivement sur la terreur que pouvaient infliger les bombardements massifs sur les populations civiles, afin de faire plier les gouvernements.

C'est de cette doctrine que résultent les bombardements de Dresde, les largages de bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki, ou encore récemment les bombardements de Bagdad. C'est l'hyper terrorisme !

4.2 Répercussions

Aujourd'hui beaucoup d'observateurs pensent que les populations sont durablement résignées. Paradoxalement, c'est peut-être au moment où on ne les attend plus que les opinions arabes dont l'amertume et la colère ne font que croître, pourraient s'embraser. C'est une éventualité qu'il ne faut peut-être pas enterrer trop vite. La situation en Irak couplée au conflit israélo-palestinien constitue deux mèches lentes qui se font dangereusement écho.

-

Le développement du sentiment de haine

Le gouvernement Sharon aura parfaitement su tirer profit des contextes irakien et de lutte contre le terrorisme pour accélérer et modifier la construction de la "clôture de sécurité" sur la base de ses propres impératifs de sécurité, qui lui permettront ultérieurement de négocier en position de force, si nécessaire, la question du découpage des contours du futur Etat palestinien. En outre, le contexte irakien et la confusion qu'il génère dans la lutte contre le terrorisme auront permis à la stratégie d'assassinats ciblés de leaders palestiniens mise en place par Ariel Sharon de se perpétuer. L'assassinat du leader du Hamas, cheik Yacine le 21 mars 2004, alors qu'il était unanimement

condamné à travers le monde, ne l'a pas été par le Département d'Etat qui s'est simplement déclaré "profondément troublé". Un trouble qui pourrait en générer bien d'autres.

Mais à l'évidence, il semble que l'Administration Bush, embarquée dans sa guerre contre le terrorisme et la pacification de l'Irak, maintient coûte que coûte sa position et s'interdit toute critique de l'Etat hébreu. La situation en Irak couplée au conflit israélo-palestinien constituent deux mèches lentes qui se font dangereusement écho.

Du côté des Etats arabes, la situation est globalement plus simple. Pourtant l'alignement sur Washington de la plupart des pays, y compris parmi certains ennemis traditionnels des Etats-Unis qui ont senti passer le vent du boulet avec l'Irak, n'est pourtant pas un gage de tranquillité et de sécurité. Le plan états-unien sur le Grand Moyen-Orient risque de faire des victimes.

Enfin, sur la rive Est du golfe arabo-persique, la présence militaire états-unienne en Irak ne peut que tempérer les ardeurs belliqueuses des mollahs dogmatiques radicaux iraniens, prêts à s'allier avec à peu près n'importe quel ennemi du grand satan.

La constance de la politique états-unienne au Moyen-Orient est articulée autour de trois grands axes : le financement de la défense d'Israël et la promotion d'un certain type de processus de paix ; le soutien aux gouvernements pro états-uniens d'Egypte puis de Jordanie ; le développement d'une alliance étroite avec les familles régnantes des Etats pétroliers du golfe arabo -persique, en particulier avec la famille royale saoudienne.

Partant d'un tel constat, l'occupation de l'Irak ne pouvait qu'aggraver les problèmes de légitimité des Etats-Unis et renforcer le sentiment d'hostilité parmi les peuples de la région.

Ce sentiment croissant d'hostilité est allié à l'absence d'armes de destruction massive en Irak, au comportement des troupes américaines (prison d'Abou Ghrib)

4.3 L'effet boomerang

L'année 1979 est celle de l'invasion de l'Afghanistan par l'armée rouge, occasion rêvée pour les Etats-Unis de faire de ce pays le Vietnam de l'URSS, sans verser une goutte de sang américain. Grâce à son alliance avec l'Arabie Saoudite et l'islamisme en général, Washington appelle au Djihad, relayé par les régimes alliés au sein du monde arabe et musulman, l'Arabie en tête.

Les Etats-Unis ont apporté aux moudjahiddines les fonds, les armes, la stratégie et l'entraînement. Les princes Saoud ont présidé, dans les mosquées, aux collectes de fonds au profit des moudjahiddines en Afghanistan. Le chef des services secrets saoudiens s'y rend à maintes reprises pour veiller au bon déroulement du Djihad. Il s'agissait donc d'une « guerre sainte » financée et soutenue par les Américains, qui ont instrumentalisé l'islamisme international à leur profit. Ils croient agir dans le bon sens, mais les islamistes se servent d'eux, ils ne se considèrent pas comme leurs alliés, encore moins comme leurs amis. Sans le savoir, les Etats-Unis jouent avec le feu. Dans leur ombre, un homme polit sa haine contre eux. Il s'appelle Oussama Ben Laden.

Les islamistes ont cru que la défaite soviétique était exclusivement due à leurs exploits, négligeant la contribution stratégique des Américains. Ils se sont émancipés de l'autorité Wali el Amr (le gouverneur) à qui revient théoriquement le pouvoir de décréter le Djihad ou de s'abstenir. Désormais, ils agissent seuls et estiment pouvoir lutter contre toutes les puissances du mal. Sur leur agenda, le tour des Etats-Unis venait après celui de l'URSS. 'Qui sème le vent récolte la tempête'. Mais ils voulaient commencer par le renversement des gouvernements des pays musulmans qui n'appliquent pas la Charia (loi islamique). C'est ce qui s'est traduit par la déferlante terroriste dans de nombreuses régions du monde arabo-musulman.

5. CONCLUSION

-

La superpuissance américaine, bien plus que n'importe lequel des autres Etats modernes, possède des soucis hégémoniques pour répondre à des besoins économiques. Ils s'expriment à travers la recherche de marchés, de zones pour y investir des capitaux et de recherche de zones géographiques riches en matières premières.

Sans être proclamée ouvertement, la thèse relativement répandue chez les Anglo-Saxons, implique la création d'une alliance encore plus étroite entre les Occidentaux. Elle constituerait la seule condition viable pour s'assurer une supériorité militaire grâce, notamment, au partage du monopole de la haute technologie.

La résolution adoptée par l'assemblée générale des nations unies à la cinquante sixième session :

« ...la tolérance est une des valeurs fondamentales indispensables aux relations internationales au XXI^e siècle et qu'elle doit consister en partie à promouvoir activement une culture de paix et le dialogue entre les civilisations, les êtres humains devant se respecter mutuellement dans

toute la diversité de leurs croyances , de leurs cultures et de leurs langues et les différences qui existent au sein des sociétés et entre les sociétés ne devant pas être redoutées ni réprimées en tant que bien précieux de l'humanité »

L'article 5 précise :

-

La participation au dialogue entre les civilisations doit être universelle et s'étendre notamment : Aux érudits, aux philosophes, aux écrivains, aux scientifiques, aux membres des milieux artistiques et culturels et des médias et aux jeunes qui jouent un rôle déterminant dans le lancement et le développement entre les civilisations

En somme , il est effrayant de voir que ce sont des données religieuses ou culturelles qui sont données pour justifier certains conflits actuels .Il convient de ne pas perdre de vue la dimension humaine dans un sens pacifique et œuvrer à abaisser la violence dans les querelles géopolitiques . Il faut, certes combattre les extrémismes par tous moyens de droit, mais il faut aussi se pencher sur ses causes pour l'extirper. Parmi celles-ci il y'a évidemment la régression éthique résultant d'un déficit culturel inhérent au modèle matérialiste dominant et à l'instrumentalisation du religieux, non dans la dimension humaniste et transcendante, mais plutôt comme ancrage identitaire et argument de différenciation, voir de rejet.

Ce qui compte de nos jours serait de dialoguer de collaborer pour créer un monde plus libre, plus juste et plus fraternel en ouvrant les perspectives d'un véritable développement durable commun tout en respectant les particularités religieuses et culturelles des peuples.

BIBLIOGRAPHIE

1. Gérard Chalian et Arnaud Blin : 'histoire du TERRORISME. De l'antiquité à Al qaida'. Edition Bayard.
2. L'Amérique en armes : Anatomie d'une puissance militaire. Vincent Desportes. Edition Economica
3. Les actes du colloque international sur le terrorisme. Le précédent algérien. Edition Anep (Algérie).
4. La guerre infernale : le montage Ben Laden et ses conséquences. Alain Chevalérias. Edition du Rocher.
5. Les cahiers de Mars N°182 – 4eme trimestre 2004. Etudes stratégiques et géopolitiques 2004.
6. Les cahiers du CHEAr cycle 2002 – 2003. Article d'Antoine Basbous : l'islamisme Saoudien à la lumière du 11 septembre.
7. Articles d'internet et de revues.

TABLE DES MATIERES

-	
<u>1 Avant – propos.</u>	4
<u>2 .Introduction.</u>	5
<u>3 .Première partie : Stratégie et objectifs des USA dans la lutte contre le terrorisme.</u>	6
3.1 La lutte contre le terrorisme en tant que vecteur de la stratégie des USA.	6
3.2 Objectifs géopolitiques	13
3.3 Objectifs économiques.	15
3.4 Objectifs militaires.	16
<u>4 Deuxième partie : Point de situation</u>	19
4.1 L'hyper terrorisme. Est-ce une nouveauté ?	
4.2 Les répercussions de la politique des USA de lutte contre le terrorisme sur les pays Arabo-Musulmans. Développement su sentiment de haine.	
4.3 L'effet boomerang	
<u>5 Conclusions</u>	22
<u>6 Bibliographie</u>	
<u>7 Tables des matières</u>	24
-	